

# Culture

## "La culture relève du verbe être et non du verbe avoir"

3 février 2007

*"La culture n'est pas un luxe qui vient après le nécessaire"*

"Elle constitue le soubassement de nos prises de conscience, de nos comportements et des événements historiques. Au même titre que l'éducation et la recherche elle peut aussi être la clé de l'innovation dans nos sociétés à travers la création". Comme l'a dit François Bayrou venu rencontrer les acteurs culturels au Festival d'Avignon 2006, ces trois domaines qui "relèvent davantage de l'être que de l'avoir" doivent être prioritaires dans une "économie de la connaissance". Or aujourd'hui, reflet de tout le reste, la culture est en crise. Deux objectifs fondateurs n'ont été que partiellement atteints : la démocratisation culturelle (l'accès de la culture au plus grand nombre) reste illusoire et les artistes sont en danger (cf. crise de l'intermittence)

A l'heure de la concentration des industries de loisirs, de l'influence du modèle américain, du développement très rapide des nouvelles technologies et moyens de transmission des savoirs et des œuvres dans une société qui a perdu ses repères et qui cherche du sens, il faut refuser "l'abaissement de l'ambition culturelle pour tous" (F. Bayrou, *au nom du Tiers-Etat*). **Il faut donc refonder nos politiques culturelles. "L'art est à la fois transmission et rupture, héritage et mouvement", ainsi le champ culturel est confronté à 4 enjeux majeurs :**

- La **transmission des savoirs** composant notre patrimoine littéraire et artistique est un fondamental. Selon François Bayrou "La pire des fractures est la fracture culturelle". Aussi réaffirme-t-il aujourd'hui la même priorité qu'à son arrivée au ministère de l'Éducation Nationale en 1993, celle donnée à l'éducation artistique et culturelle à l'école\*.

- **Toute réforme profonde de la politique culturelle tient à la place que l'on fera à l'enseignement artistique dans le cadre de l'enseignement général.**

- Le **spectacle vivant** souffre d'une diffusion insuffisante. Alors que le nombre de spectacles produits s'est fortement accru depuis une dizaine d'années, le public ne s'est pas renouvelé et élargi en conséquence : la transmission et le partage de la culture, c'est œuvrer aussi à sensibiliser et à accueillir toutes sortes de publics, de penser à des lieux qui ne soient pas tant figés dans des labels mais ouverts sur la cité et aux artistes, porteurs de projets innovants qui encouragent le croisement des disciplines et des genres, adaptés aux nouvelles technologies. C'est s'attacher aussi à ce qu'à l'ère du numérique où de nouveaux vecteurs de la culture (Internet, télévision mobile personnelle...) sont désormais disponibles, on développe une offre culturelle de qualité qui ne dépende pas de groupes monopolistiques mais repose sur la complémentarité service public-service privé.

- L'art est héritage, il est également mouvement aussi faut-il aujourd'hui repréciser le **place de l'artiste** dans la société, accompagner la création et soutenir la **diversité culturelle**, questions essentielles soulevées de façon cruciale par la crise des intermittents – non résolue aujourd'hui – et la loi sur les droits d'auteurs.

- Nous pouvons régler la question de **l'emploi culturel** notamment à travers une loi

d'orientation du spectacle vivant proposant une véritable architecture de l'emploi artistique, par définition très diversifié, et garantissant un régime équitable et vertueux de l'intermittence . Le soutien aux créateurs dans leur diversité est une impérieuse nécessité.

Tout cela pose bien entendu la question des **financements** de la culture aujourd'hui en crise, et de l'organisation des territoires, aujourd'hui en panne. L'attention des médias s'est récemment portée sur le patrimoine et sur le recul de la francophonie dans le monde. Nous connaissons l'état de nos finances publiques, mais la culture est un investissement pour l'avenir afin de garantir les crédits nécessaires au rayonnement culturel de notre pays. Son budget, qui atteint péniblement les 1% de celui de l'État, doit faire l'objet d'une programmation pluriannuelle. Il faut aussi trouver les moyens de renouveler les financements de la culture dans un équilibre subtil entre la liberté de création et la pluralité des financements, publics et privés, et continuer à encourager le mécénat.

**Il faut enfin sortir de cette "paralysie" et de cette instabilité que vivent les artistes, les professionnels et responsables associatifs de ce secteur.** Aujourd'hui, la décentralisation n'optimise pas les financements publics : la stratification politico-administrative, au lieu d'amplifier une dynamique, la fige. La décentralisation culturelle, chantier inachevé du gouvernement, doit être organisée pour être réussie : qui fait quoi, comment et avec qui. Dans le même temps, l'État a toujours sa partition à jouer, mais un État modernisé, un ministère de mission qui renoue avec l'esprit insufflé par un Malraux et un Vilar et non de simple gestion, qui garantisse les grands équilibres, fédère, impulse dans le respect du rôle de chacun et mette en cohérence tout ce qui concourt, patrimoine comme création, à rendre la culture vivante et accessible sans démagogie ni marchandisation.

**A côté de cette dimension locale de l'action culturelle qui doit viser en premier lieu à réduire les inégalités géographiques** Paris-Province, entre régions, entre l'urbain et le rural (aujourd'hui un département sur 2 ne dispose pas de scène nationale alors que d'autres en dispose de 4 ou 5 ) entre les centres-villes et les cités (la crise des banlieues est aussi une fracture culturelle), **il faut aussi inscrire nos politiques culturelles dans une dimension européenne**, encourager la libre circulation des œuvres et des artistes, harmoniser les statuts sociaux et fiscaux des professionnels du secteur qui ne nous ont pas attendu pour construire l'Europe de la culture.

La culture n'est pas le simple chapitre d'un programme politique, elle est la composante d'un projet pour une nation : de l'enfant à l'école au citoyen dans la cité, François Bayrou veut tout mettre en œuvre pour que la culture soit le lien et le bien communs.

*\*(cf. protocole d'accord relatif à l'Education artistique de novembre 1993)*